



## Liban

# Le plaidoyer de la société civile renforce la surveillance publique des accords pétroliers et gaziers



En 2017, l'organisation de la société civile libanaise LOGI a mené une analyse des lois régissant le secteur du pétrole et du gaz récemment développé au Liban. Cette analyse a permis l'identification de lacunes dans le cadre juridique susceptibles de favoriser la corruption, en particulier, les risques découlant de la confidentialité des contrats pétroliers et de l'opacité au sujet de l'identité des véritables propriétaires des entreprises qui obtiennent les contrats.

La LOGI et ses partenaires de la société civile ont mené une campagne de plaidoyer pour exiger la divulgation publique des propriétaires réels des entreprises qui se voient attribuer des contrats, ainsi que des documents. En 2018, la coalition de la société civile avait non seulement obtenu des lois l'exigeant, mais avait également incité à la ratification de lois couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur extractif. La coalition a créé un nouvel espace pour que la société civile soit en mesure de demander des comptes aux entreprises et au gouvernement concernant l'utilisation des ressources naturelles libanaises.



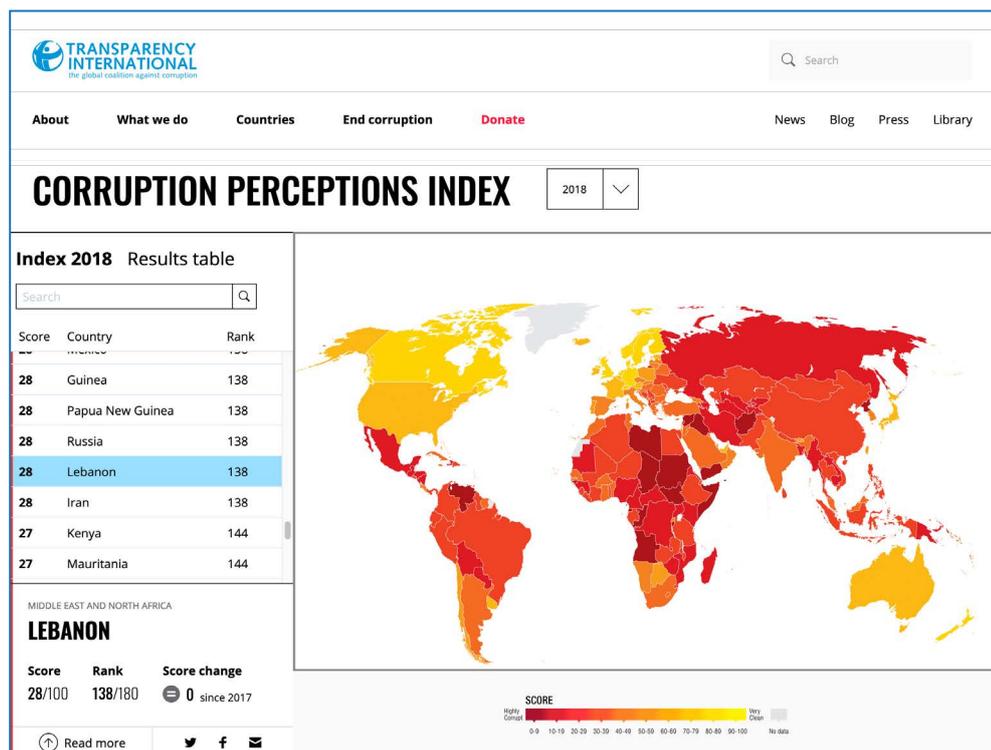
## Le problème

L'organisation LOGI (Lebanese Oil and Gas Initiative) est membre du réseau mondial Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP), qui regroupe des organisations de la société civile plaidant en faveur de la transparence et de la redevabilité au sein du secteur des ressources naturelles. Elle a été créée en 2014 pour s'assurer que les revenus provenant des nouveaux accords pétroliers et gaziers du pays bénéficient aux citoyens libanais et ne soient pas engloutis par la corruption. La LOGI a commencé à développer un réseau d'experts du pétrole et du gaz capables d'éduquer et d'informer les citoyens sur les décisions clés concernant l'extraction, tout en créant une plateforme pour faire pression sur les décideurs politiques libanais afin de garantir la mise en place de mécanismes de transparence et de redevabilité.

La LOGI et d'autres membres de la société civile libanaise ont constaté que les intérêts des

citoyens étaient menacés lors de l'expansion du secteur pétrolier et gazier du pays. Non seulement ce secteur était connu dans le monde entier comme particulièrement sujet à la corruption à grande échelle, mais le Liban était également l'un des pays les plus enclins à ce phénomène dans la région de la Méditerranée orientale (une corruption toujours d'actualité, comme l'indique son score de 2018 selon *l'indice de perception de la corruption* de Transparency International). Le public libanais reste préoccupé par la corruption, la révolution de 2019 appelant à mettre fin à la corruption et à entreprendre des réformes significatives pour y remédier.

Alors que le Liban commençait à développer sérieusement son secteur pétrolier et gazier, les législateurs ont pris les premières mesures pour réglementer le secteur en adoptant une loi sur la réglementation du pétrole offshore en 2010, ainsi qu'en travaillant avec des partenaires des agences de développement



Indice de Perception de Corruption (CPI) - le classement 2018 du Liban sur la page web du CPI.

© Transparency International



norvégienne et allemande, ainsi que de l'Union européenne pour établir les meilleures pratiques en la matière. Cependant, en 2018, une réglementation complète couvrant la chaîne extractive devait encore être ratifiée et mise en œuvre. Et bien que la surveillance du secteur par les citoyens soit essentielle pour éviter la malédiction des ressources, peu de canaux étaient en place pour permettre aux groupes de citoyens de susciter les réformes nécessaires ou de créer une surveillance.

## Les défis posés par le changement

L'organisation LOGI et ses partenaires ont identifié plusieurs obstacles et défis à la mise en place de lois plus strictes. Les canaux

d'influence des ONG au Liban étaient limités, en l'absence de processus formel permettant aux organisations de la société civile, aux experts ou aux citoyens d'examiner les projets de loi ou de suivre leur ratification. Les partis et les groupements politiques étaient également difficiles à pénétrer, les décisions politiques étant en grande partie déterminées au niveau des dirigeants. Il n'y a eu aucune forum ou discussion en cours avec le gouvernement ou le parlement sur les questions de transparence. En tant qu'organisation nouvellement créée, la LOGI n'avait établi aucun profil auprès des décideurs politiques. Il n'y avait aucun précédent quant à la divulgation de contrats, tandis que les politiciens se montraient très sceptiques sur l'impact des mesures de transparence en matière de lutte contre la corruption.

Les obstacles semblaient insurmontables. Cependant, l'environnement opérationnel au Liban implique un espace pour que la société civile puisse défendre et créer un intérêt public.

## Formuler une stratégie de plaidoyer

Entre 2015 et 2017, la LOGI a organisé plusieurs ateliers de réflexion pour élaborer des stratégies en collaboration avec des partenaires de la société civile libanaise sur le renforcement de la transparence. La plupart de ces réunions ont été financées au moyen de crowdsourcing. Les partenaires de la coalition ont convenu qu'un plaidoyer était nécessaire pour contester les lacunes en matière de transparence et veiller à l'amélioration et à la ratification des projets de loi. Ils ont identifié trois approches nécessaires dans le contexte des obstacles auxquels ils sont confrontés :

- Réaliser une analyse complète des lacunes du cadre juridique régissant les accords



Le navire de forage (Tungsten) qui a foré le premier puits d'exploration dans le bloc 4 au large du Liban.

© LOGI Liban



d'extraction des ressources naturelles au Liban et, à partir de là, élaborer un ensemble de solutions crédibles et fondées sur des preuves à proposer aux décideurs politiques ;

- Créer un programme de plaidoyer pour favoriser la participation des principales parties prenantes, communiquer ces solutions et persuader les décideurs politiques d'agir ;
- Élaborer une stratégie de communication coordonnée pour mieux faire connaître les enjeux et persuader les décideurs qu'il est dans leur intérêt (et dans celui du public) d'agir.

## Construire un dossier convaincant

En 2017, l'organisation LOGI a revu l'ensemble du cadre législatif qui sous-tend le secteur pétrolier et gazier naissant au Liban. Elle a veillé à ce que l'analyse technique des lois, des politiques, des meilleures pratiques et des solutions soit de grande qualité, réputée et soutenue par des experts internationaux. Il en a résulté des documents politiques contenant des recommandations SMART<sup>1</sup> concrètes, leur conférant une crédibilité auprès des décideurs

**Photo du Président et du Premier ministre libanais à l'époque (Michel Aoun et Hassan Diab, respectivement) avec l'équipe qui a travaillé sur le navire de forage Tungsten lors du forage du premier puits d'exploration au Liban.**

© LOGI Liban



1. Les objectifs SMART sont spécifiques, mesurables, réalisables, réalistes et limités dans le temps (Specific, Measurable, Achievable, Realistic and Time-bound).



Photo prise lors d'un panel des discussions multipartites de deux jours en 2018 autour de questions d'actualité et pertinentes liées au secteur du pétrole et du gaz.

© LOGI Liban

politiques. L'adhésion de l'organisation LOGI à PCQVP lui a permis d'accéder aux meilleures pratiques employées par les autres membres, experts et coalitions, le secrétariat de PCQVP aidant l'organisation à établir des liens. L'organisation LOGI s'est associée à des experts juridiques de l'industrie extractive du cabinet d'avocats norvégien Arntze De Besche pour soutenir son analyse et a demandé à l'équipe juridique du NRG (Natural Resource Governance Initiative, également membre du réseau PCQVP) une évaluation par les pairs de l'examen du cadre juridique.

## Plaider auprès du gouvernement

La coalition libanaise a identifié qu'elle devait mener un programme coordonné et concerté de

renforcement de sa réputation, de mobilisation des parties prenantes et d'augmentation de sa visibilité. La LOGI a partagé et testé ses projets de recommandations avec les autorités de régulation pour obtenir un retour d'information, et a organisé des réunions conjointes avec la société civile, les parlementaires, les autorités de régulation et les médias pour communiquer et discuter de ses recommandations finales. Les défenseurs de la coalition ont noté que leurs recommandations fondées sur la recherche et la répétition des demandes signifiaient que les parties prenantes les prenaient au sérieux et commençaient à les écouter.

La société civile a également reconnu la nécessité d'atteindre les niveaux supérieurs du gouvernement. La coalition a estimé que la meilleure voie d'accès aux partis politiques était celle des conseillers économiques



Réunion fermée entre LOGI et les différentes parties prenantes pour discuter des fonds souverains au Liban du point de vue de la gouvernance et du cas du Liban.

© LOGI Liban

des partis, et elle a organisé des réunions individuelles avec les conseillers pour leur faire connaître les avantages de la réforme, en tant qu'incitation, ainsi que les risques de l'inaction. Les défenseurs ont acquis la réputation d'être une source crédible d'information et d'analyse, de combler les lacunes, de remédier à un manque d'information et d'expertise sectorielle au sein du gouvernement et de formuler des recommandations SMART réalisables. En établissant des relations avec des conseillers, la coalition a pu faire pression sur les ministères et les agences, notamment les autorités pétrolières, le ministre de l'Énergie et le Premier ministre.

La LOGI a également eu recours à différents médias pour mieux faire connaître la question et créer un récit d'intérêt public à

l'aide d'infographies, des réseaux sociaux, d'articles d'opinion, de temps de parole dans des talk-shows à la radio, sans oublier une apparition dans la principale émission de télévision politique. Les partenaires ont mené un engagement communautaire par le biais de tables rondes et de réunions publiques dans les cinq régions du Liban.

## Un nouveau point de référence mondial

En mars 2018, l'administration pétrolière libanaise publie les deux premiers accords d'exploration et de production signés par le Liban. Ces accords font du Liban le premier pays de la Méditerranée orientale à publier ses contrats pétroliers. En septembre 2018,



le Parlement libanais ratifie la loi 84/2018, « Renforcer la transparence dans le secteur pétrolier du Liban ». L'article 10.7 dispose que la propriété réelle doit être divulguée par toutes les entreprises auxquelles sont attribués des contrats primaires et secondaires (y compris celles qui offrent des biens et des services au secteur pétrolier), créant ainsi une nouvelle référence mondiale en matière de divulgation. En mars 2018, les organisations de la société civile, y compris l'organisation LOGI, ont été invitées à participer à deux réunions de la sous-commission parlementaire pour discuter du projet de loi sur la réglementation du pétrole exploité à terre. Cela a établi un précédent, puisque pour la première fois, les OSC étaient autorisées à assister à une réunion d'une commission parlementaire fermée.

De 2018 à aujourd'hui, le travail de plaidoyer de LOGI et les progrès réalisés ont été stellaires. Des efforts et des ressources immenses ont été dédiés par l'organisation pour s'assurer que la loi 84/2018 soit mise en œuvre, y compris la divulgation de toutes les entreprises qui ont sous-traité pendant les activités de forage en février 2020.

En 2019, LOGI a fait équipe avec Open Oil pour évaluer si le gouvernement avait effectivement négocié des accords équitables sur la base d'une analyse des différents contrats. Les résultats de cette évaluation ont été partagés avec le public libanais et les principales parties prenantes du secteur.

L'expérience acquise en participant aux sessions des commissions parlementaires a été un élément clé pour exiger que toutes les sessions soient ouvertes au public et que les procès-verbaux des réunions soient publiés.

LOGI a ainsi lancé une campagne de plaidoyer en novembre 2019 et a progressé le long d'un

long chemin jusqu'à ce que le président du Parlement renvoie la proposition d'amendement de « l'ouverture au public des sessions des commissions parlementaires » au Comité de l'administration et de la justice et au Premier ministre pour révision.

## Étapes suivantes

Suite aux campagnes de plaidoyer de LOGI, la liste de toutes les entreprises sous-traitantes participant à toutes les activités liées au forage du bloc 4 a été publiée. LOGI élabore actuellement un rapport de diligence raisonnable qui divulguera les noms de tous les propriétaires effectifs de ces sociétés afin de s'assurer qu'aucun parti politique, aucun politicien ou aucune personne apparentée n'est impliqué.

LOGI et la Coalition pour la Gouvernance de l'Énergie (CEG), en collaboration avec PCQVP, travaillent actuellement à l'élection des représentants de la société civile au sein du groupe multipartite, qui est la pierre angulaire nécessaire pour commencer à mettre en œuvre l'ITIE et assurer une gouvernance plus transparente du secteur. Cet objectif sera atteint en permettant à toutes les parties prenantes, y compris la société civile, de s'asseoir autour de la même table et de participer à la prise de décision dans le secteur.

Le fait que le chef du Parlement libanais prenne en considération les recommandations avancées pour permettre l'accès du public aux sessions des commissions parlementaires, est un élément clé pour que LOGI continue ses efforts de plaidoyer et de lobbying jusqu'à ce que ce changement soit ratifié.



## Un apprentissage clé

1. Les coalitions de la société civile peuvent influencer le gouvernement sur la gouvernance des ressources naturelles, même lorsqu'elles démarrent leurs activités avec peu de canaux d'influence, surtout dans des contextes où la société civile est libre de défendre ses intérêts.
2. Les partenariats internationaux avec d'autres ONG et réseaux peuvent permettre aux coalitions d'accéder aux connaissances et de forger une crédibilité supplémentaire.
3. Une analyse académique ou technique de haute qualité des lois, politiques et des meilleures pratiques pertinentes, assortie de recommandations SMART concrètes, a permis à la société civile de mener un plaidoyer plus efficace.
4. Cette analyse et cette expertise peuvent apporter une valeur ajoutée au gouvernement, aider à combler les lacunes en matière de connaissances et créer des relations de collaboration.
5. Une bonne coordination et une collaboration solide au sein de la coalition de la société civile ont permis aux membres de mobiliser plus efficacement les ressources. Il était essentiel d'élaborer un plan fondé sur le plaidoyer avec des objectifs SMART, des activités et des résultats détaillés, des étapes claires et réalistes, un calendrier raisonnable et une répartition claire du travail. La réflexion collective, les exercices de planification et la révision ont permis aux membres de maximiser leur impact.



La Directrice Exécutive de LOGI, Diana Kaissy, dans un entretien avec une chaîne de télévision nationale, discutant les résultats de l'étude de LOGI sur la transparence et la redevabilité dans la législation pétrolière du Liban.

© LOGI Liban

6. Il aurait été possible d'identifier et d'articuler davantage les utilisateurs finaux à long terme des données produites par les divulgations de transparence, et la manière dont cela conduirait à une responsabilité et à une surveillance soutenues.
7. Les défenseurs pourraient déployer davantage d'efforts pour rassembler et documenter les chaînes de causalité et la contribution aux changements de leurs objectifs. Il serait également



utile d'identifier ce qui a fonctionné efficacement et ce qui a moins fonctionné. Cela pourrait inclure une réflexion formelle des défenseurs par le biais de bilans d'apprentissage, et un retour d'informations de la part d'autres parties prenantes et cibles de plaidoyer pour aider à comprendre quelles stratégies, approches et activités sont les plus efficaces. La preuve de la contribution d'une approche aux résultats souhaités contribuerait à orienter les travaux futurs.

8. Les défenseurs ont estimé qu'il aurait été utile de disposer de davantage d'infographies en arabe, ainsi que d'une plus grande couverture médiatique et d'articles de fond ou d'opinion. ■

***Cette histoire de changement est racontée du point de vue d'un défenseur clé de la société civile impliqué. Elle sert de point de départ pour saisir les progrès et réfléchir aux activités de plaidoyer dans l'intention d'apprendre. Les histoires de changement peuvent être renforcées et exploitées grâce à des examens formels de l'après-action menés avec les participants, en ajoutant des preuves des contributions de la société civile et des perspectives d'autres parties prenantes.***

**Recherche et rédaction : Brendan O'Donnell pour Publiez Ce Que Vous Payez**

## Contacts clés :

Julien Courson  
[jcourson@transparency-lebanon.org](mailto:jcourson@transparency-lebanon.org)

Pierre Saade  
Secrétariat International de PCQVP  
[psaade@pwyp.org](mailto:psaade@pwyp.org)



**PUBLIEZ CE QUE  
VOUS PAYEZ**

E-mail : [info@pwyp.org](mailto:info@pwyp.org)

[www.pwyp.org/fr](http://www.pwyp.org/fr)